

MOSTAGANEM

Un casse-tête au quotidien avec la pénurie de la petite monnaie

La crise de la pénurie de la petite monnaie affecte désormais les pièces de 5, 10, 20, avec une nette tendance à s'étendre aux pièces de 50 dinars. Une pénurie qui s'érige en source supplémentaire à des accrochages gratuits.

Usant de formules peu orthodoxes, voire hypocrites, dans les épiceries, la différence est conservée dans la caisse où elle est rendue en bonbons au client. Dans les officines pharmaceutiques où l'étiquetage des médicaments demeure en déphasage flagrant avec la crise, on dispose toujours de petites pièces d'en-deçà des 5 dinars.

Dans les bus, l'intention malhonnête se retrouve fréquemment dans les deux camps. Aux receveurs, en manque «permanent» de monnaie, et donc facilement très enclins à l'oubli ou l'omission si on ne le leur rappelle



prendre place dans le bus ou le taxi. Tant bien que mal, l'accord tacite imposé entre vendeur et acheteur, semble se généraliser. Le commerçant s'arrange de sorte que ses prix soient arrondis au chiffre rond. Une procédure qui permet à l'un et à l'autre de trouver son compte. Néanmoins, malgré ce compromis, il arrive que des prises de bec éclatent ici et là, entre les commerçants et les clients, excédés par le fait qu'on leur propose plus de produits qu'ils n'en veulent, juste pour outrepasser cette pénurie de la petite monnaie.

Cette pratique gravissime est constatée non seulement dans les commerces ou les transports, mais également à la poste et auprès des banques ; on vous demande si vous disposez de petite monnaie ou de l'appoint nécessaire et ce, avant même que l'on vous serve.

A. B.

pas, s'opposent des usagers qui veulent resquiller en voyant un gros billet de banque. Par précaution, afin de s'épargner les accrochages inutiles, certains usagers déclarent l'indisponibilité de l'appoint avant même de

NAÂMA

Les cartes biométriques arrivent !

Plus de 4 000 futurs candidats au baccalauréat relevant des différentes communes de la wilaya de Naâma, recevront leur carte d'identité nationale biométrique et électronique (CINBE) durant les deux prochains jours, a-t-on appris auprès des services de l'administration locale qui ont d'ores et déjà procédé à l'acheminement des cartes reçues en début de semaine vers les daïras (lieux de scolarisation ou de résidence des candidats).

Pour les candidats scolarisés, l'opération d'attribution sera effectuée dans l'enceinte des établissements scolaires, alors que pour les candidats libres, ils seront invités à se rapprocher de l'administration.

Notons enfin, que le ministre de l'Intérieur était catégorique lors d'un point de presse tenu à l'occasion : «ce document ne peut en effet, faire l'objet ni de falsification, ni d'un quelconque trafic, il est très sécurisé, son objectif principal, c'est la sécurisation et la crédibilité de l'examen du bac, notamment la transparence devant les ONG internationales et l'Unesco».

Idem, pour la ministre de l'Education nationale, qui a également souligné, que cette carte qui sera obligatoirement présentée le jour des épreuves du bac, est un outil qui préservera la sécurisation des examens et pourra éviter toute tentative de fraude.

B. Henine

BOUIRA

Des agents de sécurité en grève illimitée

Des dizaines d'agents de sécurité chargés de la sécurisation des abattoirs de volaille d'Aïn Laloui et Sidi Ziane à la sortie ouest de Bouira, sont en grève depuis le samedi dernier pour protester contre les conditions lamentables dans lesquelles ils travaillent.

Selon une requête transmise à différents responsables de la wilaya et dont nous détenons une copie, les agents de sécurité reprochent à la société de gardiennage qui les emploie un certain nombre de points comme leur non déclaration

à la sécurité sociale, la non régularisation des salaires mensuels et les congés annuels, le refus de la société employeuse de leur délivrer les ATS, ni le versement des allocations familiales, les ponctions sur salaire récurrentes et enfin,

la non-conformité des fiches de paie. En somme autant de problèmes soulevés à maintes reprises aux responsables de cette société de gardiennage d'abord directement, ensuite par l'intermédiaire de l'inspection du travail qui avait essayé en présence du responsable de la dite société, une réunion de conciliation mais sans résultat.

Aussi, les agents de sécurité espèrent-ils avec ce mouvement de grève illi-

mité, attirer l'attention des responsables en haut lieu, dont ceux du ministère du Travail et de la sécurité sociale sur leur situation surtout que, selon eux, même le salaire mensuel net qu'ils perçoivent est inférieur au SNMG, avec 17 500 dinars, quand il est perçu en entier alors que la majorité du temps, ce salaire est revu à la baisse pour cause de ponctions souvent injustifiées.

Y. Y.

OULED DRISS (SOUK-AHRAS)

Une nouvelle unité de la Protection civile pour bientôt

Les travaux pour la réalisation d'une nouvelle unité secondaire de la Protection civile au niveau de la daïra de Ouled Driss, 15 kilomètres au nord de Souk-Ahras, viennent d'être lancés, nous a fait savoir le directeur de la Protection civile de la wilaya de Souk-Ahras.

Cette unité, qui s'étale sur une superficie de 3 000 m², sera opérationnelle dans 18 mois. Concomitamment à ce projet, la localité de Ouled Driss sera dotée, avant la fin de ce mois, d'un

poste avancé. Il faut le dire, par ces actions, la Protection civile compte renforcer sa présence par la prochaine mise en service de nouvelles unités à travers les localités frontalières de la wilaya. Une présence rapprochée et accrue sur le terrain, dans la même perspective de l'extension et de la modernisation du dispositif opérationnel.

Une étude pour la réalisation d'une autre unité d'intervention pour la commune de Ouled Moumen, située à la frontière avec la Tunisie. Cette unité sera mise en service avant la fin de

l'année 2017. Ces unités seront dotées de moyens humains et matériels adéquats et auront pour mission le sauvetage, lors des sinistres. On peut citer les inondations, les accidents et, bien entendu, les incendies dévastant ces régions boisées durant la période s'étalant de juin à octobre de chaque année.

A rappeler que les feux de forêt ont ravagé plus de 200 hectares dans cette région en 2015 ; ainsi la mise en place de moyens nécessaires devrait permettre la prise en charge de toutes les catastrophes.

Barour Yacine